

SOLIDARITÉ, SOLIDARITÉS

Ce texte a pour ambition de proposer un regard principalement analytique et théorique sur l'évolution des solidarités au sein de sociétés en mutation profonde. Je n'y développe pas de recherche de terrain ou de pratiques d'intervention, mais une tentative de réflexion sur les conditions d'un possible développement des solidarités nouvelles et le rôle que pourraient y jouer les travailleurs sociaux. L'analyse se situe au niveau de la réalité française, mais celle-ci s'inscrit dans un contexte international, relativement identique pour tous les pays industrialisés. Le cadre théorique est celui de la sociologie critique comme champ disciplinaire principal.

Il y a solidarité et solidarités. La solidarité, c'est le principe qui assure la cohésion d'un groupe dont les membres sont liés par une communauté d'intérêts ou une dépendance réciproque. Associée à l'entraide, l'altruisme ou la coopération, la solidarité est toujours positive et connotée sous le signe du Bien commun. Les solidarités, ce pourrait être la manifestation de cette cohésion dans ses dimensions historique, politique et sociale.

Afin de préserver la cohésion sociale, les États ont organisé durant le XXe siècle la solidarité à l'échelle nationale sur la base d'une logique assurantielle (politiques redistributives, systèmes de protection sociale) prenant le contrepied de la logique de bienfaisance, et en France le relais des politiques d'assistance mises en place au XIXe siècle (Donzelot 1994, Esping-Andersen 1999). Ce système a perduré dans un relatif consensus dans les pays occidentaux jusqu'à la fin des trente glorieuses (Corm 2010, Supiot 2010). Depuis les années 1990, la mondialisation capitaliste s'est imposée sur l'ensemble de la planète. Celle-ci se construit et se développe contre toute forme d'appartenance (familiale, religieuse, communautaire). Cherchant à imposer comme horizon ultime et indépassable de toute société la loi du marché, le néolibéralisme se met en place sur fond de marchandisation de l'ensemble des activités humaines avec endettement des états, affaiblissement des solidarités nationales, évidement de la démocratie et extension de la logique du marché, réduisant l'ensemble des activités à une rationalité instrumentale (Dardot/Laval 2010). La vie des individus est annexée par la logique d'entreprise et chacun doit devenir « entrepreneur de soi-même », dans une mise en concurrence généralisée.

Le lien social n'a pas de réalité dans l'optique néolibérale, puisque la société n'y existe pas mais se définit par l'addition des comportements individuels. Relais de la solidarité étatique vers les populations en difficulté, les travailleurs sociaux se trouvent confrontés à l'affaiblissement de la solidarité nationale et à son transfert soit vers des acteurs territoriaux, eux-mêmes en difficulté, soit vers des logiques « d'innovation », terme ambigu qui peut signifier qu'il faudra désormais se débrouiller par soi-même. Les anciennes solidarités – familiales, intergénérationnelles, professionnelles ou confessionnelles – sont mises en péril au profit d'une promotion de l'individu gestionnaire de sa propre vie. De quelles solidarités peut-il s'agir aujourd'hui ?

Depuis la fin du bloc soviétique, la perspective d'un changement de système par l'hypothèse révolutionnaire a été très affaiblie. La crise de 2008 aurait pu faire penser à un effondrement

imminent du système, mais il n'en a rien été. Pour certains auteurs, ce qu'on appelle « crise » n'est pas une rupture mais doit être envisagé comme un mode de gouvernement (Dardot/Laval 2016). Le néolibéralisme réduit les individus à leur capacité de production et n'offre d'autre finalité à l'existence que celle de la consommation de biens matériels, à grand renfort de publicité et de crédits. Les politiques de solidarité s'érodent progressivement, laissant les populations les plus fragilisées dans une incertitude permanente (Castel 2003). La recherche de liens de solidarité s'effectue alors dans plusieurs directions :

- 1) Resserrement autour de liens identitaires : fondamentalismes politiques, revendications nationalistes avec rejet des populations étrangères (Bancel et al. 2015, Maalouf 1998, Bouillaud 2017)
- 2) Recherche de liens et de sens dans les appartenances religieuses (Foessel 2013, Gauchet 2004), à travers l'œcuménisme ou la radicalisation (Atran 2016)
- 3) Les classes moyennes s'orientent plutôt vers des types de participation qui remettent en cause les modes de production dominants ou l'organisation politique : militantisme écologique ou recherche de modes de vie alternatifs (Latouche 2010), modes d'exercice démocratiques horizontaux (Occupy, Indignés, Nuit debout...)
- 4) Persistance d'anciens modes de solidarité (familiales, syndicales, intergénérationnelles), dont certains renaissent du fait d'une certaine précarisation de la jeunesse.

Ces recherches de solidarités, qui sont aussi recherches d'alternatives, représentent des formes de résistance face à un ordre social et économique générateur d'inégalités, d'injustices et de désespoir. Qu'y-t-il de commun entre ces diverses modalités d'existence ? Partagent-elles des valeurs communes ? Quelles alliances sont à réaliser, et quelles pistes sont à suivre ?

Il est illusoire d'imaginer que le système néolibéral permettra de renforcer les solidarités alors qu'il ne vise que leur destruction pure et simple (Badiou 2016). Dès lors, comment créer du lien dans un contexte de désaffiliation (Blais 2010, Castel 1995) ? Nous comprenons aujourd'hui que le capitalisme ne pourra jamais répondre aux aspirations profondes des populations, car celui-ci s'accompagne d'un évidement de la démocratie, de la destruction des ressources vitales, d'un accroissement des inégalités et de l'affaiblissement du politique au profit de la "gouvernance". Réactiver les solidarités suppose donc de définir ce que les aspirations des gens ont en commun : la recherche de sens, la justice sociale, le réinvestissement d'espaces décisionnels, le besoin de sécurité dans la vie et pour l'avenir, et d'explorer les pistes politiques et sociétales susceptibles d'aider à les atteindre en s'appuyant sur celles qui existent déjà.

Si certaines solidarités représentent des formes de résistance face à un ordre social et économique générateur d'injustices, d'inégalités et de désespoir, d'autres comme le repli identitaire représentent des formes de solidarités régressives : renfermement sur soi et rejet de l'autre. En France comme ailleurs en Europe ou aux USA, les replis identitaires visent l'immigration et les populations d'origine étrangère, autant que ceux qui les soutiennent, au nom d'une identité fantasmée et avec l'appui, tacite ou assumé, des pouvoirs politiques. La

solidarité ne devrait pour eux s'opérer qu'entre ceux qui partagent les mêmes références culturelles et la même origine. Sur quelles bases refonder une solidarité citoyenne et sortir de « l'hiver du vivre ensemble » (Confavreux 2017) ?

En France, les travailleurs sociaux ont affaire à des ruptures de liens qui affectent les populations les plus précarisées ou sans emploi, et aboutissent à des tensions importantes. La mise en cause des classes laborieuses « classes dangereuses » (Chevalier 2002) devient largement ethnicisée. Au sein de ces classes dangereuses en effet, un groupe social est particulièrement stigmatisé : les populations issues de l'immigration, notamment celle d'Afrique du nord et d'Afrique Sub-Saharienne. Ces populations sont stigmatisées au nom des valeurs de la République et de la laïcité, qu'elles sont censées ne pas respecter pour des raisons religieuses. Les travailleurs sociaux, comme les enseignants, doivent apprendre à repérer les signes de « radicalisation » chez ces populations.

On a donc une position paradoxale : les partisans d'un repli sur une identité culturelle soi-disant menacée accusant une population d'incompatibilité républicaine et de repli communautaire. Il y a là un défi pour les travailleurs sociaux comme pour les formations : saisir les enjeux en présence, articuler les problèmes concrets des populations avec leurs processus de racialisation, explorer les pistes politiques et sociétales susceptibles d'activer des solidarités nouvelles en s'appuyant sur celles qui existent déjà.

MICHEL PERRIER